



Conférence générale

Quinzième session

Lima, 2-6 décembre 2013

Point 10 b) de l'ordre du jour provisoire

Situation financière de l'ONUDI

Situation financière de l'ONUDI

Rapport du Directeur général

Le présent document rend compte de la situation financière de l'ONUDI au 30 septembre 2013.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Aperçu général.....	1	2
II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2012-2013.....	2-8	2
III. Contributions.....	9-10	3
IV. Droit de vote.....	11-12	4
V. Plans de paiement pluriannuels.....	13	5
VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres.....	14	5
VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts et intérêts en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget.....	15	6
VIII. Mesures à prendre par la Conférence.....	16	6
 Annexe		
État des contributions au budget ordinaire.....		7



I. Aperçu général

1. La situation financière au 30 septembre 2013 peut, dans ses grandes lignes, se résumer comme suit:

a) Le taux d'exécution des dépenses brutes au titre du budget ordinaire, qui est de 77,8 %, accuse une légère hausse par rapport à la même période de l'exercice précédent (77,7 %);

b) Les dépenses engagées au titre du budget opérationnel se montent à 23,6 millions d'euros pour la période considérée. Les remboursements au titre des dépenses d'appui et les autres recettes se chiffrent à 10,3 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2013;

c) Les dépenses engagées au titre de la gestion des bâtiments se montent à 40,0 millions d'euros, conformément au plan de travail en vigueur;

d) Le taux de recouvrement des contributions pour 2013 au 30 septembre 2013 est de 84,7 %, contre 85,7 % en 2012 et 75,6 % en 2011;

e) Le taux de recouvrement des arriérés de contribution des années antérieures par rapport aux contributions de l'année en cours est de 12,1 %, contre 17,5 % et 1,6 % au 30 septembre 2012 et 2011, respectivement;

f) Le montant des contributions non acquittées se chiffre à 101,6 millions d'euros, comme le montre l'annexe au présent document (dont 69,1 millions d'euros dus par les États-Unis d'Amérique et 2,1 millions d'euros par l'ex-Yougoslavie), contre 107,8 millions d'euros et 131,1 millions d'euros au 30 septembre 2012 et au 30 septembre 2011, respectivement;

g) Le solde du Fonds de roulement s'établit à 7 423 030 euros mais, au 30 septembre 2013, un montant de 5 240 euros n'y avait pas encore été versé;

h) Un document de séance sur l'état des contributions et l'exercice du droit de vote au 15 novembre 2013 sera publié.

II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2012-2013

A. Budget ordinaire

2. Le taux global d'exécution du budget ordinaire se chiffrait à 77,8 % des crédits ouverts en montant brut, ce qui fait apparaître une légère hausse par rapport à la même période de l'exercice précédent (77,7 %). Le taux d'exécution devrait augmenter en raison des engagements de dépenses supplémentaires ayant trait aux services de conférence et aux services communs connexes en rapport avec la session de la Conférence générale, qui seront effectués avant la fin de l'année.

3. Au 30 septembre 2013, les allocations de crédits pour l'ensemble de l'exercice biennal se montaient à 147,6 millions d'euros, soit 93,5 % du montant brut des prévisions de dépenses; les dépenses engagées s'établissaient à 122,75 millions d'euros.

B. Budget opérationnel

4. Des crédits d'un montant de 28,7 millions d'euros ont été alloués pour l'exercice biennal en cours, soit 99,2 % des montants prévus dans le programme et les budgets approuvés.

5. Au 30 septembre 2013, les dépenses imputées sur le budget opérationnel s'établissaient à 23,6 millions d'euros. Au cours de l'exercice biennal précédent, ces dépenses se montaient à 17,0 millions d'euros au 30 septembre 2011.

6. Au cours du troisième trimestre 2013, les dépenses relatives à l'exécution des activités de coopération technique s'établissaient à 138,5 millions de dollars (engagements de dépenses compris). Si ce montant est légèrement inférieur à celui de 2012 (145 millions de dollars), le montant actuel inclut moins d'engagements/obligations, à savoir 22,8 millions de dollars (16,5 %), contre 82,8 millions de dollars (57 %) à la fin du troisième trimestre de 2012. Les recettes provenant du remboursement des dépenses d'appui et autres recettes pendant cette période ont atteint 10,28 millions d'euros.

C. Gestion des bâtiments

7. Des crédits d'un montant de 58,0 millions d'euros ont été alloués pour l'exercice biennal en cours au titre du Service des bâtiments, dont le budget est exécuté conformément au programme de travail en vigueur.

8. Au 30 septembre 2013, les dépenses engagées s'élevaient à 40,0 millions d'euros, contre 36,8 millions d'euros en 2011. Les dépenses engagées pour l'exercice biennal en cours représentent 65,0 % du montant brut du budget approuvé pour la gestion des bâtiments.

III. Contributions

A. Recouvrement

9. Au total, 66 États Membres, dont 10 font partie des pays les moins avancés (PMA), ont acquitté l'intégralité de leurs contributions et 38 États Membres, dont 7 PMA, ont soit effectué des versements partiels, soit vu leur quote-part réduite au titre du reversement des soldes inutilisés pour 2013. Les contributions recouvrées pour la période allant de janvier à septembre 2013, ventilées par liste d'États, sont récapitulées au tableau 1.

Tableau 1
Recouvrement, janvier-septembre 2013
(en millions d'euros)

<i>Liste d'États*</i>	<i>Année en cours</i>	<i>Années antérieures</i>	<i>Total</i>
A	9,79	1,26	11,05
B	47,29	4,50	51,79
C	3,52	2,74	6,26
D	4,25	0,76	5,01
Autres	0,00	0,00	0,00
États-Unis d'Amérique	0,00	0,00	0,00
ex-Yougoslavie	0,00	0,00	0,00
Total	64,85	9,26	74,11

* Voir document PBC.29/16.

B. Contributions non acquittées

10. L'état détaillé des contributions non acquittées au 30 septembre 2013 est récapitulé à l'annexe du présent document. Le tableau 2 présente les quotes-parts et les contributions non acquittées à cette date, ventilées par liste d'États.

Tableau 2
Quotes-parts et contributions non acquittées au 30 septembre 2013

<i>Liste d'États*</i>	<i>Quotes-parts (%)</i>	<i>Millions d'euros</i>		
		<i>Année en cours</i>	<i>Années antérieures</i>	<i>Total</i>
A	16,107	2,55	3,24	5,79
B	69,611	6,05	0,00	6,05
C	8,277	2,82	11,29	14,11
D	5,866	0,24	3,97	4,21
Autres	0,040	0,03	0,27	0,30
Total partiel	99,901	11,69	18,77	30,46
États-Unis d'Amérique		0,00	69,07	69,07
ex-Yougoslavie		0,00	2,08	2,08
Total	99,901	11,69	89,92	101,61

* Voir document PBC.29/16.

IV. Droit de vote

11. Comme indiqué à l'annexe du présent document, 35 États Membres étaient suspendus de l'exercice du droit de vote au 30 septembre 2013, conformément à l'Article 5.2 de l'Acte constitutif et à l'alinéa b) de l'article 5.5 du Règlement financier, soit 2 de moins qu'à la même période l'année précédente. La situation concernant l'exercice du droit de vote dans les différents organes directeurs est présentée au tableau 3.

Tableau 3
Suspension de l'exercice du droit de vote au 30 septembre 2013

Organe	Nombre d'États Membres		
	2013	2012	2011
Conférence générale	35	37	38
Conseil du développement industriel	0	3	3
Comité des programmes et des budgets	0	2	3

12. Afin de recouvrer leur droit de vote pour le reste de l'année 2013, ces États Membres doivent verser l'intégralité de leurs contributions pour 2010 et les années antérieures, y compris les avances au Fonds de roulement, et effectuer des versements partiels pour 2011, soit un montant total minimum de 6 227 010 euros.

V. Plans de paiement pluriannuels

13. Le tableau 4 récapitule l'état actuel de l'exécution des plans de paiement que les États Membres ont conclus en vue du règlement de leurs arriérés de contributions. Le Secrétariat note avec satisfaction et reconnaît les efforts considérables qu'ont déployés tous les États Membres qui ont respecté leurs engagements et obligations énoncés dans leur plan de paiement. Les autres États Membres ayant des arriérés de contributions sont encouragés à envisager de présenter des plans de paiement afin de les réduire progressivement.

Tableau 4
État des plans de paiement au 30 septembre 2013
(montants en euros)

États Membres	Montant total des arriérés faisant l'objet du plan*	Montant restant à acquitter au 30/9/2013	Montants reçus ou dus en 2013	Durée/ années	Date de la tranche due en 2013 (mois)	Tranche due	Versement effectué en 2013
Brésil	25 577 384	11 529 228	6 604 501	5	Juin	Quatrième	Programmé
Costa Rica	280 742	245 662	96 201	10	Mars	Deuxième/troisième	Reçu/partiel
République de Moldova	878 231	263 241	90 174	10	Juin	Septième	Reçu
Ukraine	1 949 104	1 169 462	488 705	5	Avril	Deuxième	Reçu
Total	28 685 461	13 207 593	7 279 581				

* Montant total des arriérés au moment de la signature du plan.

VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres

14. Le montant des arriérés dus à l'Organisation s'élevait à 69 068 887 euros pour les États-Unis d'Amérique (pour la période 1994-1996) et à 2 081 599 euros pour l'ex-Yougoslavie (pour la période 1990-2001). Le Secrétariat s'efforce d'obtenir le versement de ces arriérés.

VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts et intérêts en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget

15. Des renseignements sur les soldes inutilisés des crédits ouverts seront communiqués dans le document (GC.15/CRP.3).

VIII. Mesures à prendre par la Conférence

16. La Conférence générale pourrait envisager d'adopter le projet de décision suivant:

“La Conférence générale:

- a) Prend note des informations figurant dans le document GC.15/11;
- b) Prie instamment les États Membres et anciens États Membres qui n'ont pas encore réglé leurs contributions, y compris pour ce qui est des avances au Fonds de roulement et des arriérés d'années antérieures, de le faire sans retard;
- c) Prie le Directeur général de poursuivre ses efforts, ainsi que ses contacts avec les États Membres et les anciens États Membres, afin d'assurer le recouvrement des arriérés;
- d) Prie également le Directeur général de poursuivre ses efforts pour faire en sorte que les États Membres actuels maintiennent leur appui à l'Organisation.”

Annexe

État des contributions au budget ordinaire (en euros)

Au 30 septembre 2013

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2013</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Afghanistan	0	0	0	–	Oui	0
Afrique du Sud	0	0	0	–	Oui	0
Albanie	0	0	0	–	Oui	0
Algérie	0	0	0	–	Oui	0
Allemagne	0	0	0	–	Oui	0
Angola	0	0	0	–	Oui	0
Arabie saoudite	892 030	0	892 030	2013P	Oui	0
Argentine	0	0	0	–	Oui	0
Arménie	918 880	0	918 880	1992P	Non	906 470
Autriche	0	0	0	–	Oui	0
Azerbaïdjan	0	0	0	–	Oui	0
Bahamas	0	0	0	–	Oui	0
Bahreïn	0	0	0	–	Oui	0
Bangladesh	0	0	0	–	Oui	0
Barbade	13 377	0	13 377	2012P	Oui	0
Bélarus	0	0	0	–	Oui	0
Belgique	0	0	0	–	Oui	0
Belize	498	0	498	2013P	Oui	0
Bénin	6 748	0	6 748	2012P	Oui	0
Bhoutan	346	0	346	2013P	Oui	0
Bolivie (État plurinational de)	38 881	0	38 881	2008P	Non	16 030
Bosnie-Herzégovine	0	0	0	–	Oui	0
Botswana	0	0	0	–	Oui	0
Brésil	11 529 228	0	11 529 228	2005P	Oui	Plan de paiement
Bulgarie	0	0	0	–	Oui	0
Burkina Faso	0	0	0	–	Oui	0
Burundi	46 780	0	46 780	1995P	Non	44 690
Cambodge	0	0	0	–	Oui	0
Cameroun	32 773	0	32 773	2011P	Oui	0
Cap-Vert	0	0	0	–	Oui	0
Chili	253 494	0	253 494	2013P	Oui	0
Chine	0	0	0	–	Oui	0
Chypre	0	0	0	–	Oui	0
Colombie	0	0	0	–	Oui	0
Comores	142 169	0	142 169	1986	Non	140 080
Congo	5 038	0	5 038	2012P	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2013</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Costa Rica	245 662	0	245 662	2007P	Oui	Plan de paiement
Côte d'Ivoire	0	0	0	–	Oui	0
Croatie	194 914	0	194 914	2012P	Oui	0
Cuba	20 105	0	20 105	2013P	Oui	0
Danemark	0	0	0	–	Oui	0
Djibouti	44 550	0	44 550	1995P	Non	42 460
Dominique	6 323	0	6 323	2005P	Non	4 230
Égypte	0	0	0	–	Oui	0
El Salvador	388 984	1 734	390 718	1988	Non	328 100
Émirats arabes unis	0	0	0	–	Oui	0
Équateur	0	0	0	–	Oui	0
Érythrée	0	0	0	–	Oui	0
Espagne	3 385 773	0	3 385 773	2013P	Oui	0
Éthiopie	15 880	0	15 880	2011P	Oui	0
ex-République yougoslave de Macédoine	29 267	0	29 267	2009P	Non	7 880
Fédération de Russie	0	0	0	–	Oui	0
Fidji	9 819	0	9 819	2011P	Oui	0
Finlande	0	0	0	–	Oui	0
France	0	0	0	–	Oui	0
Gabon	51 490	0	51 490	2009P	Non	13 850
Gambie	65 973	0	65 973	1994P	Non	63 900
Géorgie	1 624 731	309	1 625 040	1992P	Non	1 608 740
Ghana	10 819	0	10 819	2012P	Oui	0
Grèce	740 576	0	740 576	2013	Oui	0
Grenade	50 930	0	50 930	1995P	Non	48 840
Guatemala	13 835	0	13 835	2013P	Oui	0
Guinée	5 028	0	5 028	2011P	Oui	0
Guinée-Bissau	124 300	0	124 300	1988P	Non	122 210
Guinée équatoriale	15 953	0	15 953	2011P	Oui	0
Guyana	475	0	475	2013P	Oui	0
Haïti	5 825	0	5 825	2012P	Oui	0
Honduras	19 445	0	19 445	2011P	Oui	0
Hongrie	0	0	0	–	Oui	0
Inde	0	0	0	–	Oui	0
Indonésie	0	0	0	–	Oui	0
Iran (République islamique d')	593 891	0	593 891	2011P	Oui	0
Iraq	11 190	0	11 190	2013P	Oui	0
Irlande	0	0	0	–	Oui	0
Israël	0	0	0	–	Oui	0
Italie	64 507	0	64 507	2013P	Oui	0
Jamaïque	27 628	0	27 628	2011P	Oui	0
Japon	0	0	0	–	Oui	0
Jordanie	14 990	0	14 990	2013P	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2013</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Kazakhstan	102	0	102	2013P	Oui	0
Kenya	12 003	0	12 003	2013P	Oui	0
Kirghizistan	381 053	0	381 053	1993P	Non	378 960
Koweït	287 018	0	287 018	2013P	Oui	0
Lesotho	520	0	520	2013P	Oui	0
Liban	36 133	0	36 133	2013P	Oui	0
Libéria	109 719	0	109 719	1990P	Non	107 630
Libye	308 090	0	308 090	2011P	Oui	0
Luxembourg	0	0	0	–	Oui	0
Madagascar	0	0	0	–	Oui	0
Malaisie	269 113	0	269 113	2013P	Oui	0
Malawi	243	0	243	2013P	Oui	0
Maldives	2 157	0	2 157	2011P	Oui	0
Mali	7 735	0	7 735	2011P	Oui	0
Malte	0	0	0	–	Oui	0
Maroc	62 327	0	62 327	2013P	Oui	0
Maurice	0	0	0	–	Oui	0
Mauritanie	84 299	0	84 299	1992P	Non	82 210
Mexique	0	0	0	–	Oui	0
Monaco	0	0	0	–	Oui	0
Mongolie	0	0	0	–	Oui	0
Monténégro	8 760	195	8 955	2012P	Oui	0
Mozambique	0	0	0	–	Oui	0
Myanmar	3 374	0	3 374	2013P	Oui	0
Namibie	14 727	0	14 727	2012P	Oui	0
Népal	16 960	0	16 960	2010P	Non	750
Nicaragua	0	0	0	–	Oui	0
Niger	106 589	128	106 717	1991P	Non	101 840
Nigéria	83 326	0	83 326	2013P	Oui	0
Norvège	0	0	0	–	Oui	0
Nouvelle-Zélande	0	0	0	–	Oui	0
Oman	0	0	0	–	Oui	0
Ouganda	10 702	0	10 702	2012P	Oui	0
Ouzbékistan	481 080	0	481 080	1997P	Non	452 200
Pakistan	88 789	0	88 789	2013P	Oui	0
Panama	22 535	0	22 535	2013P	Oui	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	34 059	0	34 059	2003P	Non	27 480
Paraguay	6 099	0	6 099	2013P	Oui	0
Pays-Bas	0	0	0	–	Oui	0
Pérou	23 020	0	23 020	2013P	Oui	0
Philippines	0	0	0	–	Oui	0
Pologne	0	0	0	–	Oui	0
Portugal	539 773	0	539 773	2013	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2013</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Qatar	277 762	0	277 762	2012P	Oui	0
République arabe syrienne	49 269	0	49 269	2012P	Oui	0
République centrafricaine	118 990	0	118 990	1989	Non	116 900
République de Corée	0	0	0	–	Oui	0
République de Moldova	263 241	0	263 241	1996P	Oui	Plan de paiement
République démocratique du Congo	155 710	40	155 750	1989P	Non	145 470
République démocratique populaire lao	362	0	362	2013P	Oui	0
République dominicaine	649 040	0	649 040	1987	Non	529 910
République populaire démocratique de Corée	6 984	0	6,984	2013P	Oui	0
République tchèque	0	0	0	–	Oui	0
République-Unie de Tanzanie	12 208	0	12 208	2012P	Oui	0
Roumanie	0	0	0	–	Oui	0
Rwanda	1 075	0	1 075	2012P	Oui	0
Sainte-Lucie	2 390	0	2 390	2010P	Non	300
Saint-Kitts-et-Nevis	3 530	0	3 530	2009P	Non	1 440
Saint-Vincent-et-les Grenadines	118 460	0	118 460	1989P	Non	116 550
Samoa	766	0	766	2013	Oui	0
Sao Tomé-et-Principe	142 169	0	142 169	1986	Non	140 080
Sénégal	14 321	0	14 321	2011P	Oui	0
Serbie	0	0	0	–	Oui	0
Seychelles	6 305	0	6 305	2011P	Oui	0
Sierra Leone	138	0	138	2013P	Oui	0
Slovaquie	0	0	0	–	Oui	0
Slovénie	0	0	0	–	Oui	0
Somalie	142 168	0	142 168	1986	Non	140 080
Soudan	21 309	0	21 309	2011P	Oui	0
Sri Lanka	0	0	0	–	Oui	0
Suède	0	0	0	–	Oui	0
Suisse	1 317 795	0	1 317 795	2013	Oui	0
Suriname	3 578	0	3 578	2013P	Oui	0
Swaziland	10 253	0	10 253	2010P	Non	760
Tadjikistan	97 728	0	97 728	1996P	Non	92 720
Tchad	105 024	128	105 152	1991	Non	100 140
Thaïlande	0	0	0	–	Oui	0
Timor-Leste	0	0	0	–	Oui	0
Togo	13 200	0	13 200	1999P	Non	11 110
Tonga	360	0	360	2013P	Oui	0
Trinité-et-Tobago	48 854	0	48 854	2013P	Oui	0
Tunisie	2 589	0	2 589	2013P	Oui	0
Turkménistan	307 653	2 639	310 292	1995	Non	245 630
Turquie	0	0	0	–	Oui	0
Tuvalu	1 460	67	1 527	2012P	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2013</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Ukraine	1 169 462	0	1 169 462	1999P	Oui	Plan de paiement
Uruguay	24 000	0	24 000	2013P	Oui	0
Vanuatu	85 856	0	85 856	1992P	Non	83 770
Venezuela (République bolivarienne du)	592 992	0	592 992	2012P	Oui	0
Viet Nam	0	0	0	–	Oui	0
Yémen	25 873	0	25 873	2010P	Non	3 600
Zambie	0	0	0	–	Oui	0
Zimbabwe	3 312	0	3 312	2013P	Oui	0
Total partiel:	30 459 596	5 240	30 464 836			6 227 010
Ex-Yougoslavie ^b	2 081 599		2 081 599	1990(P)-2001		
État non membre:						
États-Unis d'Amérique ^c	69 068 887		69 068 887	1994(P)-1996		
TOTAL	101 610 082	5 240	101 615 322			6 227 010

Notes:

(P) Versement partiel.

^a Conformément au paragraphe 2 de l'Article 5 de l'Acte constitutif de l'ONUDI, le droit de vote de 35 États Membres a été suspendu.

^b Contribution sur le point d'être réglée (résolution 63/249 de l'Assemblée générale).

^c État Membre de l'Organisation jusqu'au 31 décembre 1996.